

Revue de presse

Période du 2 au 30 juin 2026

L'ACTUALITE INTERNATIONALE

INTERNATIONAL FEDERATION OF ACCOUNTANTS

L'entrée en vigueur des exigences obligatoires en matière de durabilité commence à impacter les rapports mondiaux, selon une étude de l'IFAC, de l'AICPA et de la CIMA

L'écosystème mondial de la déclaration sur la durabilité devient moins fragmenté à mesure que de plus en plus des plus grandes entreprises mondiales commencent à adopter ou à élaborer des plans pour utiliser les normes de l'International Sustainability Standards Board (ISSB) et les Normes européennes de reporting sur la durabilité (ESRS), comme le montre l'étude de l'IFAC, de l'American Institute of CPAs (AICPA) et du Chartered Institute of Management Accountants (CIMA).

Ce rapport, intitulé *[The State of Play : Sustainability Disclosure and Assurance \(Six Year Trends and Analysis, 2019-2024\)](#)*, constitue le sixième benchmark annuel des pratiques de reporting et d'assurance en matière de durabilité des entreprises mondiales dans les juridictions du G20. Comme les données les plus récentes du rapport datent de 2024, les résultats sous-estiment probablement l'ampleur des avancées vers des normes plus uniformes.

Pour en savoir plus [cliquez ici](#)

IFAC – Communiqué de presse – 29 juin 2026

CONSEIL INTERNATIONAL DES NORMES D'AUDIT (IAASB)

L'IAASB publie une nouvelle FAQ sur la matérialité de l'ISSA 5000

L'objectif de cette nouvelle [publication de questions fréquemment posées \(FAQ\)](#) est de soutenir la mise en œuvre de la norme internationale sur l'assurance durable (ISSA) 5000, *Exigences générales en matière d'assurance durable*.

La FAQ porte sur l'application de la matérialité dans les missions d'assurance durable et vise à promouvoir une compréhension cohérente et une application efficace d'ISSA 5000.

Le document explique comment les entités déclarantes et les praticiens de l'assurance appliquent la matérialité dans le contexte de l'information sur la durabilité, notamment :

- Comprendre les besoins en information des utilisateurs ;

- Traiter les communications qualitatives et quantitatives ;
- Traiter les considérations de double matérialité, lorsque cela est nécessaire ; et
- Prendre en compte la manière dont la matérialité est appliquée tout au long de la mission.

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

IAASB – Communiqué de presse – 25 juin 2026

CONSEIL INTERNATIONAL DES NORMES DE DEONTOLOGIE (IESBA)

Approche éthique et indépendante de l'utilisation de la technologie

L'IESBA publie un *Snapshot* sur la manière dont l'IESBA soutient la profession durant cette période de changements technologiques rapides. Ce document expose notamment les orientations pratiques adoptées pour soutenir la profession dans l'application du Code dans des contextes liés à la technologie, avec la publication prochaine de plusieurs guides (non-authoritative guidance materials, NAM) :

- Un NAM technologique global (prévu au troisième trimestre 2026) : une publication de haut niveau, indépendante de la technologie, expliquant comment les caractéristiques communes des technologies émergentes mettent l'accent sur les principes fondamentaux du Code et comment le cadre conceptuel s'applique ;
- NAM spécifique à l'IA (prévu pour le quatrième trimestre 2026) : développée avec les contributions du groupe d'experts technologiques de l'IESBA, cette publication offrira un soutien pratique ciblé sur les défis éthiques les plus couramment associés à l'utilisation de l'IA par les professionnels.

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

IESBA – Communiqué de presse – 11 juin 2026

L'ACTUALITE EUROPEENNE

COMMISSION EUROPEENNE

Délai prolongé pour répondre à la consultation de la Commission Européenne sur le fonctionnement des règles européennes sur les cryptoactifs

La Commission européenne a lancé une consultation sur le fonctionnement du cadre réglementaire de l'UE concernant les crypto-actifs, le Règlement sur les marchés des cryptoactifs (MiCA), afin d'évaluer si le cadre actuel reste adapté à son objectif.

La consultation comprend [un questionnaire public](#) destiné aux particuliers et [un questionnaire ciblé](#) couvrant des questions plus techniques et juridiques destinées aux différentes parties prenantes. Initialement ouverte jusqu'au 31 août 2026, la consultation restera désormais ouverte jusqu'au 30 septembre 2026.

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

[Finance news hub](#) – 29 juin 2026

ACCOUNTANCY EUROPE

Accountancy Europe publie sa Newsletter Audit de juin 2026

Dans sa Newsletter *Audit Policy Update*, ACE revient sur les faits marquants suivants :

- Accountancy Europe répond à la [consultation publique](#) de IAASB, dans le cadre de son examen post-mise en œuvre (PIR) de l'ISA 540 (révisé), estimations comptables d'audit et informations afférentes ;
- L'IESBA met en avant les considérations éthiques et d'indépendance dans l'utilisation de la technologie
- L'IFIAR publie une fiche d'information sur les évolutions de l'assurance durabilité
- Le FSB discute de la qualité de l'audit et des changements structurels dans la profession de l'audit
- Le FRC actualise les normes d'audit afin de réduire la charge de reporting et d'améliorer la transparence

Pour en savoir plus [cliquez ici](#)

Accountancy Europe publie sa Newsletter Durabilité de juin 2026

Dans sa Newsletter *Sustainability Update*, ACE revient sur les faits marquants suivants :

- La Commission Européenne lance une consultation sur les directives de mise en œuvre de CS3D ;
- La Commission Européenne adopte des normes techniques réglementaires pour les fournisseurs de notation ESG ;
- La Plateforme sur la finance durable (PSF) a soumis 280 recommandations à la CE à la suite d'un examen de cinq semaines du projet révisé d'Actes délégués sur le climat et l'environnement (DA) de la taxonomie européenne ;
- La SEC propose l'abrogation des règles de publication d'information climatique ;

Pour en savoir plus [cliquez ici](#)

Accountancy Europe publie sa Newsletter fiscale de juin 2026

Dans sa Newsletter *Tax Policy Update*, ACE revient sur les faits marquants suivants :

- À quoi s'attendre de l'omnibus fiscal de la Commission du 24 juin ?
- La commission du Parlement sur l'ECON adopte un avis sur l'échange de données TVA, ouvrant la voie à la mise en œuvre
- Accountancy Europe participe à l'audition du Parlement sur le mécanisme de la TVA à la facture inversée
- L'Irlande publie le programme de sa future présidence du Conseil : L'Irlande prendra en charge la présidence tournante du Conseil à partir du 1er juillet, la conservant jusqu'au 31 décembre 2026 ; le gouvernement irlandais a publié son programme de présidence de six mois exposant les priorités politiques sur lesquelles il souhaite progresser, et notamment les ambitions fiscales suivantes :
 - ✓ prioriser le travail sur l'agenda de simplification fiscale et parvenir à un accord final sur la prochaine refonte de la directive sur la coopération administrative (DAC) durant son mandat, tout en poursuivant les travaux sur l'omnibus fiscal parallèle ;
 - ✓ mettre à jour la liste européenne des juridictions non coopératives en octobre ;
 - ✓ continuer à surveiller les règles du pilier 2 de l'OCDE et l'accord parallèle avec les États-Unis ;

- ✓ engager des partenaires internationaux concernés sur la fiscalité, tant à l'OCDE qu'à l'ONU ;
- ✓ avancer les travaux sur toute proposition de TVA que la CE pourrait lancer pendant la présidence irlandaise.

Pour en savoir plus [cliquez ici](#)

Accountancy Europe publie sa Newsletter consacrée aux PME de juin 2026

Dans sa Newsletter *SME Update*, ACE revient sur les faits marquants suivants :

- Les PME font face à des pénuries de compétences, indique Eurobarometer
- Le Parlement européen et le Conseil protègent les PME et PME sous le cadre de l'Omnibus numérique
- Colégislateurs pour mettre en œuvre la déclaration conjointe UE-États-Unis
- Le Royaume-Uni protège les PME par une réforme sans précédent sur les paiements en retard

Pour en savoir plus [cliquez ici](#)

ACE - Communiqués de presse – 9, 16, 22 et 29 juin 2026

Accountancy Europe répond à la consultation publique de l'AMLA sur son projet de norme technique sur les exigences minimales à l'échelle du groupe

Les propositions de l'AMLA dans son projet de *Regulatory Technical Standards (RTS) on group-wide requirements and on branches and subsidiaries in third countries with legal impediments under article 16(4) and 17(3) AMLR* sont très impactantes pour la profession, les réseaux professionnels et les clients, et pour certaines jugées impossible à mettre en place.

Pour en savoir plus [cliquez ici](#)

ACE - Communiqués de presse – 22 juin 2026